LES EXPORTATIONS D'ARMES VERS L'AMÉRIQUE DU SUD

PIERRE MARTINOT *

Portés par une conjoncture économique favorable, les pays d'Amérique du Sud ont consacré une attention plus significative à leurs budgets militaires depuis 2000.
Comment faut-il interpréter ces hausses budgétaires ? Faut-il y voir une course aux armements classique ou une politique de modernisation d'un arsenal militaire devenu obsolète dans la plupart des pays du continent ?
Sur fond de tensions régionales et en raison des relations tendues qu'entretiennent de nombreux pays latino-américains avec les États-Unis, ce consumérisme militaire a suscité et suscite encore des réactions, voire des inquiétudes.

Les exportations d'armes et d'équipements militaires vers l'Amérique du Sud se portent bien [1]. À tel point qu'elles commencent sérieusement à préoccuper les observateurs internationaux, dans un sous-continent pourtant davantage confronté à des phénomènes de violences intérieures qu'à de véritables conflits militaires régionaux.

L'importance des récentes acquisitions militaires du Venezuela et du Chili, l'augmentation du budget militaire du Brésil ou encore l'importante assistance militaire américaine à la Colombie sont désormais devenues des thèmes prioritaires de l'agenda politique et diplomatique régional et international.

---

* CHERCHEUR AU GRIP (GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ), BRUXELLES

Cet article constitue la reprise partielle d'une note du GRIP parue en octobre 2008.

[1] Pour cette analyse, l'expression « Amérique du Sud » comprend les douze pays suivants : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, la Guyana, le Paraguay, le Pérou, le Suriname, l'Uruguay et le Venezuela.

Recherches internationales, n° 84, octobre-décembre 2008, pp. 29-51

À l'analyse, cette frénésie générale semble moins due à l'imminence d'un conflit régional qu'à un contexte économique actuellement favorable pour la plupart de ces pays, profitant de cette opportunité économique pour opérer une modernisation de leurs moyens de défense et de sécurité.

Cette note se propose d'analyser les exportations d'armes vers l'Amérique du Sud.

Il est nécessaire de se pencher sur ces douze pays du sous-continent tant cette région du monde, si proche des États-Unis, connaît des évolutions politiques significatives et se retrouve aujourd'hui au centre d'enjeux énergétiques de premier plan.

Nous tenterons donc de comprendre les raisons de la hausse des dépenses militaires dans la plupart de ces pays en nous intéressant également aux exportateurs d'armes les plus en vue dans la région. Ceci pour mieux comprendre le nouvel équilibre géostratégique qui se dessine dans le sous-continent.

Dépenses militaires en hausse en Amérique du Sud

Nettement moins médiatique que la libération de l'otage franco-colombienne Ingrid Betancourt, un événement important a toutefois marqué récemment l'opinion publique sud-américaine : le retour, depuis le 1er juillet 2008, de la IVe Flotte américaine dans les eaux caribéennes ainsi qu'au large de l'Amérique du Sud [2].

Créée en 1943 pour protéger le trafic maritime dans le Pacifique sud, cette IVe Flotte avait pourtant été dissoute peu de temps après la Seconde Guerre mondiale, en 1950.

Que signifie le retour des navires américains au large des côtes sud-américaines ? L'imminence d'un conflit ? Une étape supplémentaire dans la stratégie de la tension qu'impose Washington au continent sud-américain qui s'émancipe de sa tutelle depuis plusieurs années ?

Basée à la station navale américaine de Mayport et placée sous le commandement du Southern Command[3], cette flotte actuellement composée de 11 vaisseaux interpelle inévitablement et suscite des réactions diverses.

---

[2] « *La creacion de la 4a Flota des EEUU y la cumbre Sudamericana* », texte publié par le centre d'étude *Nueva Mayoria,* 13-05-2008.

[3] Le *Southern Command* est un des 9 commandements de combat unifiés du Département de la Défense des États-Unis. Son territoire d'intervention concerne 30 pays de la zone et couvre près de 40 millions de km².

Pour Gary Roughead, chef des opérations navales du Pentagone, les États-Unis reconnaissent l'immense importance de renforcer la sécurité maritime de la région.

Pour les pays sud-américains ayant opéré un virage politique à gauche ces dernières années, il s'agit d'une nouvelle menace impérialiste, « d'un retour à la diplomatie étasunienne de la canonnière » [4] ou voire même d'une déclaration de guerre contre le Venezuela.

Le Brésil soutient d'ailleurs que l'envoi de cette Flotte correspondait à l'annonce de la découverte de nouveaux et importants gisements de pétrole au large des côtes vénézuéliennes, pouvant modifier considérablement la donne géopolitique de la zone dans les prochains mois.

Enfin, pour certains analystes du continent sud-américain, ce déploiement, pour exceptionnel qu'il soit, a davantage une portée politique que militaire. Il serait destiné à faire impression face à la montée des gouvernements de gauche dans le sous-continent.

Quels que soient les avis, il semble que ce déploiement maritime, associé à d'autres mesures de force, témoigne de la volonté américaine de reprendre en main le continent, délaissé par Washington depuis le 11 septembre 2001 et le lancement de la guerre contre le terrorisme dans d'autres régions du monde.

Cette pression militaire des États-Unis provoque une irritation croissante parmi les leaders du sous-continent et confirme que l'étau américain se resserre bel et bien autour de l'Amérique du Sud [5].

Cette tension se confirme d'ailleurs par les chiffres. Les dépenses de défense sont en hausse constante en Amérique du Sud depuis de nombreuses années. Selon les données du SIPRI [6], elles atteindraient 39,6 milliards en 2007 [7].

Pour quelles raisons ?

Parmi les diverses raisons évoquées pour justifier la hausse des budgets militaires dans les pays latino-américains les plus importants, six se dégagent habituellement :

---

[4] Propos de Fidel Castro dans les colonnes du quotidien cubain *Granma*. Cité par Nicolas Kozloff dans *La 4e Flotte américaine dans les eaux vénézuéliennes*, 26 mai 2008, dans Alternatives internationales.

[5] Lire « *Le retour de la Quatrième flotte et l'avenir de l'Amérique du Sud* », par Jules Dufour, disponible sur www.mondialisation.ca, le 04/07/2008.

[6] Le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) publie le *SIPRI Yearbook* depuis 1969. Cet annuaire publie des données statistiques et des séries historiques sur l'évolution des dépenses militaires dans le monde. http://www.sipri.org

[7] Dans *SIPRI Yearbook 2008*, p. 208

1. rénover un arsenal vieillissant pour maintenir une capacité existante ;
2. se préparer et répondre à une éventuelle menace intérieure, régionale ou internationale (américaine) ;
3. garantir une meilleure protection de ses intérêts nationaux ;
4. renforcer les liens avec les pays fournisseurs ;
5. renforcer les capacités des industries nationales d'armement ;
6. se positionner à l'échelon régional ou international [8].

Bien entendu, chaque pays offre sa propre perception et justifie au mieux sa politique.

Dénonçant la nouvelle tentative de mainmise américaine sur le sous-continent, rejetant ce nouvel impérialisme et soucieux de protéger leur potentiel énergétique, l'Équateur, la Bolivie et le Venezuela expliquent qu'ils ont entrepris de moderniser leur arsenal militaire, laissé partiellement à l'abandon depuis la fin des années 70.

Concernant plus précisément les acquisitions militaires russes du Venezuela, les États-Unis estiment clairement qu'elles constituent une menace à l'équilibre régional [9]. Ce n'est pas le point de vue du ministère de la Défense vénézuélien qui justifie ces acquisitions comme étant la résultante d'un matériel vieillissant et la conséquence directe de l'embargo touchant son pays, l'empêchant de rénover un matériel essentiellement… américain.

Ces trois pays ne sont pas les seuls à s'être rééquipés récemment. Le Brésil tente de s'aligner, essentiellement pour maintenir son leadership régional face à la montée en puissance du Venezuela. Pour ce faire, son nouveau plan de défense – présenté en septembre 2008 – prévoit une étroite coopération militaire avec la France, retenue partenaire exclusif pour les prochaines décennies [10].

---

[8] Dans *SIPRI Yearbook 2008*.

[9] En 2007 et 2008, le Venezuela s'est porté acquéreur d'un important arsenal militaire comprenant du matériel russe (40 hélicoptères, 50 avions de combat MIG29 et 100 000 Kalachnikov), des corvettes et des avions de transport espagnols ainsi que 12 avions de combat brésiliens Super Tucanos.

[10] Lire « Des milliards d'euros d'armes françaises », dans *Courrier international,* n° 931 du 4 au 10 septembre 2008.

Pour d'autres pays, comme le Chili et la Colombie, c'est l'existence et/ou la potentialité de conflits régionaux [11] qui les auraient également amenés à renforcer leur arsenal de défense.

Qui fournit des armes à l'Amérique du Sud ?

Qui fournit de l'armement aux pays sud-américains ? À ce jour, les États-Unis et l'Europe restent leurs principaux fournisseurs [12].

Mais au gré des alliances politiques et du pragmatisme de certains pays fournisseurs, les sources d'approvisionnement en matériel de défense ont évolué, elles aussi, ces dernières années.

Cela concerne le Venezuela principalement, longtemps approvisionné par les États-Unis. Mais avec l'arrivée au pouvoir de Chavez en 1999, Caracas a ouvert la porte à d'autres fournisseurs. L'Iran, mais surtout la Chine et la Russie, se sont empressés de saisir cette opportunité aussi commerciale que stratégique, d'autant plus lucrative que la reprise économique est forte et que les pétrodollars ne manquent pas dans le pays du leader bolivarien.

De manière plus étonnante, la Colombie souhaiterait, elle aussi, élargir son réseau de fournisseurs, en témoigne la récente et inédite visite du vice-président colombien Francisco Santos à Moscou en juin 2008[13]. Inquiète de l'accroissement considérable du potentiel militaire du régime d'Hugo Chavez, la Colombie a décidé de rétablir le rapport des forces. Et pour y arriver, elle serait prête à acheter des armes à la Russie. En échange de la conclusion de contrats, Bogota essaierait de persuader Moscou de réduire ses livraisons d'armements au Venezuela. Par pragmatisme politique et financier, les autorités russes pourraient accepter cette proposition, diversifiant et multipliant ainsi leurs débouchés sur le sol sud-américain. Cette décision confirmerait aussi la tendance générale de la Russie à vouloir s'opposer à Washington dans n'importe quelle partie du globe.

[11] Les guerres des XIX^e^ et XX^e^ siècles entre le Chili, la Bolivie et le Pérou, notamment pour l'appropriation des territoires littoraux, ont laissé des traces profondes dans les relations entre les 3 pays et constituent aujourd'hui encore une source possible de conflit régional. Par ailleurs, entre la Colombie et le Venezuela, les sources de tensions se focalisent autour du narcotrafic et des FARC.

[12] Pour les chiffres relatifs aux exportations, se rapporter au chapitre 3 de cette Note : « Les dépenses militaires en Amérique du Sud ».

[13] Agence de presse Ria Novosti, 27 mai 2008.

Mis à l'écart de ces contrats juteux, les fournisseurs américains dissimulent mal leur frustration et reportent actuellement leur attention vers trois acteurs traditionnellement fidèles ces dernières années :

le *Chili* qui consacre des sommes importantes depuis plusieurs années à son équipement militaire ;

la *Colombie* qui « réinvestit » les fonds américains octroyés dans le cadre de la lutte anti-drogue dans l'achat de matériel militaire essentiellement américain ;

le *Pérou*, principalement dans le cadre d'une assistance technique.

Ces premières informations témoignant d'une géopolitique en pleine mutation illustrent que le retour de l'*US Navy* dans l'espace maritime latino-américain n'est pas anodin. S'il s'agit d'une réponse à ces évolutions stratégiques qui se mettent en place dans la région, cette information n'est pas rassurante. La présence des navires américains matérialise inévitablement une tension palpable dans la sous-région, qui a conduit différents pays, tacitement ou fortuitement, à renforcer leur arsenal de défense ces dernières années.

À la lecture des derniers budgets militaires, le processus de militarisation en cours ne semble pas vouloir s'arrêter, ce qui augmente considérablement le risque de tensions internationales et de conflits armés régionaux.

Course aux armements ou politique de modernisation ?

Comment analyser ce mouvement ?

Faut-il l'interpréter comme le début d'une course régionale aux armements ou plutôt comme une politique de rénovation des arsenaux?

A priori, ces achats ne devraient pas être mis en relation avec l'imminence d'un conflit régional mais davantage avec les conditions économiques actuelles favorables à de nombreux pays sud-américains qui ont trouvé dans ce contexte une opportunité de rénover et de moderniser leur matériel militaire.

Cependant, le paysage politique du continent a fortement évolué ces dix dernières années, en se bipolarisant au gré des tensions régionales récentes ou récurrentes.

L'Amérique du Sud apparaît divisée politiquement entre des pays tels que la Bolivie, le Venezuela et l'Équateur, détracteurs virulents des Etats-Unis, et d'autres, comme le Chili, le Pérou et la Colombie, beaucoup plus proches de Washington.

Dans cet environnement politique en mutation, il n'est donc pas étonnant de constater que lorsque le Venezuela acquiert des avions de combat russes, cela suscite les inquiétudes de la Colombie qui renforce son arsenal militaire. De même, pour ne pas perdre son influence régionale face aux acquisitions colombiennes et vénézuéliennes, le Brésil renforce son potentiel militaire en conséquence…

Intimidation, surenchère et engrenage… Ce concept *action-réaction* ressemble au scénario classique d'une course aux armements, avec un pays régulièrement indexé : le Venezuela.

Et pourtant, il convient de dépasser les traditionnels préjugés et analyser les chiffres avec précaution pour se faire une opinion fondée. Et bien au-delà des chiffres, un regard sur le type d'acquisitions permet aussi de mieux comprendre les *motivations militaires* des différents pays.

Pour la période 2003-2007, les données du SIPRI montrent ainsi que le volume d'exportation d'armes vers l'Amérique du Sud a augmenté de 47 % par rapport à la période 1998-2002[14].

Faits significatifs, ces acquisitions militaires ont été réalisées dans un laps de temps très court et ont été réalisées par les 3 principales puissances militaires de la région :

Chili : + 107,3 % depuis 1996 – Dépenses 2007 : 4,9 milliards US$[15]
Colombie : + 64,8 % depuis 1996 – Dépenses 2007 : 5,3 milliards US$
Brésil : + 31,2 % depuis 1996 – Dépenses 2007 : 15,3 milliards US$.

Contrairement aux idées reçues, le Venezuela affiche toujours des dépenses militaires inférieures à celles de ces trois pays : 1,9 milliard d'USD en 2006, c'est-à-dire 2,4 fois moins que la Colombie et 7 fois moins que le Brésil.

Globalement donc, si nous nous intéressons aux motivations des pays acquéreurs, deux groupes se distinguent :

L'*Argentine*, le *Brésil*, le *Chili* et l'*Uruguay* justifient leurs acquisitions par la nécessité de moderniser un arsenal vieillissant et/ou la volonté de participer de manière plus active à des opérations internationales de maintien de la paix.

La *Bolivie*, la *Colombie*, l'*Équateur* et le *Venezuela* expliquent l'augmentation de leurs budgets par la nécessité de faire face à de réelles menaces externes ou internes.

---

[14] Dans *SIPRI Yearbook 2008*.

[15] Source : The SIPRI Military Expenditure Database, disponible sur http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_database1.html

Si les tensions diplomatiques sont réelles, cela n'a toutefois pas empêché les 12 pays du sous-continent, en mai 2008, de s'unir économiquement et politiquement au sein de l'Union des Nations d'Amérique du Sud (UNASUR)[16] et de réfléchir à un projet de défense commune souhaité ardemment par les présidents Chavez et Lula (cf. encadré ci-dessous).

Création d'un projet de défense commune ?

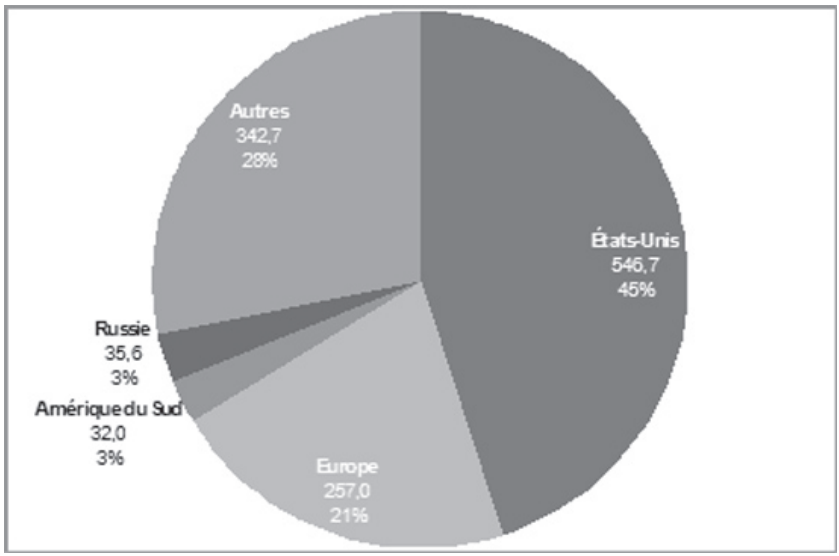
Fin mars 2008, Hugo Chavez et Luiz Lula da Silva se sont rencontrés au Brésil pour discuter du projet de défense commune, idée lancée par Chavez il y a plusieurs années et réactivée récemment par le président brésilien, après la crise diplomatique entre la Colombie et l'Équateur.
Si l'idée reste plus que jamais d'actualité, les deux présidents n'ont pas encore trouvé un consensus sur les objectifs et les méthodes de mise en œuvre d'un tel projet.
Pour le leader bolivarien, le projet de défense commune doit « défendre l'Amérique du Sud contre les interventions étrangères. Si une Organisation du Traité de l'Atlantique Nord existe, pourquoi l'OTAS, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Sud, ne pourrait-elle pas exister ? ».
L'initiative défendue par le président Lula da Silva n'est pas dénuée, elle non plus, d'arrière-pensées. En proposant, après la crise récente entre la Colombie et l'Équateur, la création d'un « Conseil de sécurité sud-américain », le président brésilien cherche à conforter son leadership régional. Plutôt qu'un OTAN du Sud, le président Lula envisage ce Conseil comme un organisme de « prévention des conflits », à l'image du Conseil de sécurité des Nations unies.

Les dépenses militaires en Amérique du Sud

Avant d'analyser les transferts d'armes vers l'Amérique du Sud et leur provenance, il est important de situer les dépenses militaires des 12 pays sud-américains à l'échelle mondiale.

[16] L'UNASUR regroupe l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, la Guyana, le Paraguay, le Pérou, le Suriname, l'Uruguay et le Venezuela.

Tableau 1 – Comparatifs en valeur et en pourcentage des dépenses militaires de l'Amérique du Sud (en milliards d'USD, au prix de 2005) pour l'année 2007



Sources : *SIPRI Yearbook 2008* et *The SIPRI Military Expenditure Database 2008*

En 2007, sur un montant total de dépenses militaires mondiales de 1 214 milliards de dollars, l'Amérique du Sud n'a dépensé que 32 milliards d'USD (au prix de 2005), soit 2,6% des dépenses mondiales [17].

Au niveau régional, entre 2003 et 2007, c'est au Venezuela (+78%), en Équateur (+53%) et au Chili (+49%) que les hausses des dépenses militaires ont été le plus significatives[18]. L'Argentine, la Bolivie, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay stabilisent, voire diminuent leurs dépenses.

Pour l'année 2007, cette tendance se confirme. La volonté du Brésil de conserver son leadership régional, les tensions entre la Colombie et le Venezuela et la volonté exprimée par le Chili de

[17] Dans *SIPRI Yearbook 2008*.

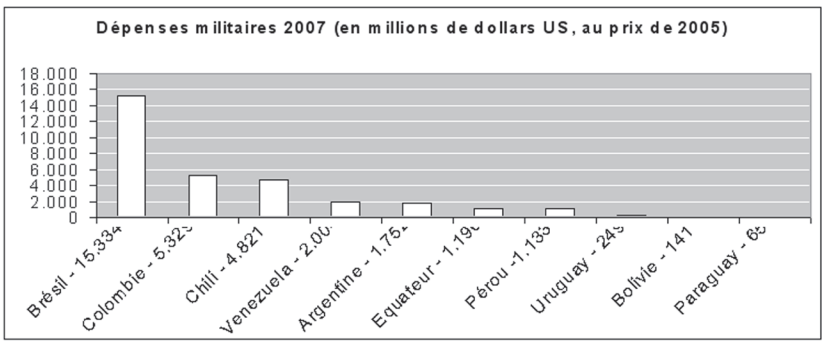
[18] Dans *SIPRI Yearbook 2008*.

Tableau 2–Évolution des dépenses militaires des 10 principaux pays d'Amérique du Sud entre 2003 et 2007
(en millions d'USD, au prix de 2005)

	2003	2004	2005	2006	2007
Argentine	1.748 ↗	1.813 ↗	1.912 ↗	1.776 ↗	1.752 ↗
Bolivie	158 ↗	153 ↘	148 ↗	149 ↗	141 ↘
Brésil	11.977 ↘	11.682 ↘	12.452 ↗	13.803 ↗	15.334 ↗
Chili	3.241 ↗	4.077 ↗	4.397 ↗	4.851 ↗	4.821 ↘
Colombie	4.312 ↗	4.589 ↗	4.932 ↗	5.240 ↗	5.329 ↗
Equateur	783 ↗	727 ↘	954 ↗	922 ↘	1.196 ↗
Paraguay	53 ↘	62 ↗	56 ↘	63 ↗	65 ↗
Pérou	988 ↗	1.047 ↗	1.159 ↗	1.193 ↗	1.133 ↘
Uruguay	232 ↘	225 ↘	233 ↗	219 ↘	249 ↗
Venezuela	1.125 ↘	1.419 ↗	1.894 ↗	1.884 ↘	2.004 ↗

Sources : *SIPRI Yearbook 2008* et *The SIPRI Military Expenditure Database 2008*

Tableau 3–Dépenses militaires des 10 principaux pays d'Amérique du Sud pour 2007 (en millions d'USD, au prix de 2005)



Sources : *SIPRI Yearbook 2008* et *The SIPRI Military Expenditure Database 2008*

rénover son arsenal, placent ces 4 pays aux premiers rangs des États les plus dépensiers.

Si nous observons les budgets militaires de 2007 et de 2008, nous constatons également cette évolution à la hausse pour tous les pays du sous-continent.

Avec une augmentation moyenne de 25,51 %, ils atteignent un montant de 50,028 milliards d'USD en 2008, somme inégalée depuis le retour à la démocratie dans la région dans les années 80.

Si le Brésil dispose du budget le plus important, c'est étonnamment le budget paraguayen qui progresse de la manière la plus significative entre 2007 et 2008.

Tableau 4 - Les 10 premiers budgets Défense en Amérique du Sud (en millions d'USD)

Pays	Budget 2007	Budget 2008 (prévision)	Différence %
1 Brésil	20.788	27.540	32,48
2 Colombie	6.004	6.764	12,66
3 Chili	4.038	4.943	22,41
4 Venezuela	2.573	3.321	29,07
5 Argentine	2.401	2.830	17,88
6 Pérou	1.222	1.458	19,3
7 Equateur	773	919	19
8 Uruguay	399	413	3,57
9 Bolivie	208	258	23,96
10 Paraguay	139	186	33,85
Total	**39.861**	**50.028**	**25,51**

Source : Nueva Mayoria – Anticipo del balance militar 2008

Un tour d'horizon, pays par pays, analyse les principales raisons des évolutions budgétaires, toutes à la hausse pour 2008.

Argentine

Historiquement, l'Argentine est un pays qui a toujours consacré des sommes importantes à son budget défense. Cependant, à l'issue de la guerre des Malouines (de mars à juin 1982), des dictatures militaires et à la suite de l'effondrement économique du pays, les gouvernements successifs ont considérablement restreint les dépenses en armement.

Pour la période 1997-2006, le budget militaire a diminué de 7,09%, ce qui a généré à certains moments un sentiment de vulnérabilité tout en diminuant la capacité d'intervention de l'Argentine à l'échelle internationale.

Pour 2008, le gouvernement a annoncé une hausse du budget militaire de 17%.

Bolivie

Pour La Paz, il s'agit entre autres d'une réponse directe aux investissements militaires du voisin chilien.

Par ailleurs, le président Evo Morales s'est engagé dans un processus de renforcement de ses moyens militaires pour appuyer son projet politique. Il a également dû renforcer son appareil militaire pour faire face à des projets sécessionnistes émergeant dans certaines provinces boliviennes et tenter de garantir l'unité territoriale nationale.

Pour 2008, une hausse budgétaire de +/- 24% est attendue.

Brésil

Première puissance militaire régionale, le Brésil confirme sa position sous la présidence Lula avec un budget militaire en augmentation constante (+32% en 2008). Moderniser son équipement tout en renforçant son industrie militaire semble être la stratégie de l'actuel gouvernement qui, à terme, lui permettrait de ne plus dépendre de fournisseurs étrangers.

A travers ce budget militaire conséquent, le président Lula, toujours à la recherche d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, veut consolider un instrument dissuasif crédible.

Le 7 septembre 2008, le Brésil a présenté son nouveau plan stratégique de défense qui fera de la France le partenaire prioritaire. Au-delà des équipements, la France procédera au transfert de technologie, permettant à terme au Brésil de s'affranchir de l'hégémonie des États-Unis dans le domaine de la conception et de

la fabrication de matériel. Cette plus grande indépendance est aussi un des objectifs du Conseil de défense sud-américain.

Chili

Le budget militaire chilien n'a cessé de croître de manière impressionnante ces dernières années, plaçant le pays au 12e rang des destinataires les plus importants d'armes pour la période 2003-2007.

Santiago investit massivement dans sa puissance de feu : 100 tanks, 28 F-16, des missiles air-air, 2 sous-marins franco-allemands Scorpene, des frégates, des avions de patrouille maritime ont été récemment acquis.

Ces investissements suscitent quelques inquiétudes dans la sous-région et parmi ses voisins, la Bolivie et le Pérou.

Relativement, le Chili investit 6 fois plus de ressources économiques dans son équipement militaire que le Brésil, principale puissance de la région[19], et prévoit une hausse budgétaire de 22% pour 2008.

Colombie

À Bogota, il s'agit essentiellement de faire face et d'anéantir la guérilla communiste des FARC, vieille de plus de 40 ans. Depuis 1999, Bogota s'est aussi engagée dans la lutte contre les narcotrafiquants, à travers le Plan Colombia[20], initiative plutôt controversée pour ses aspects très militaristes et pro-américains.

Durant les 10 dernières années, la liste des équipements acquis signifierait que la Colombie s'équipe pour neutraliser une

---

[19] « *Chili et Venezuela, mythes et réalités de la course aux armements* », par Raul Zibechi, le 20 juillet 2007, sur le site Internet du RISAL.

[20] Élaboré en 1999, le Plan Colombia a 5 objectifs : 1/Renforcement des infrastructures judiciaires colombiennes ; 2/Aide aux paysans et encouragement aux cultures de substitution ; 3/Développement et protection des droits de la personne ; 4/Aide humanitaire pour les 2 millions de personnes déplacées par les conflits ; 5/Équipement militaire et entraînement des soldats et policiers engagés dans la lutte contre la drogue et les FARC.

Ce plan, qui assoit par ailleurs davantage les positions américaines en Colombie, est très contesté par de nombreux gouvernements latino-américains et européens.

menace interne tout en ayant la capacité de déstabiliser la sécurité régionale.

Équateur

À Lima, les dépenses militaires ont augmenté de 30% en 2007 [21]. Étant donné le lien étroit entre le pouvoir politique et les forces armées dans ce pays–3 présidents élus ont été destitués par les militaires depuis 1997–, il semblerait que le président actuel Rafael Correa ait augmenté les budgets militaires de son pays pour bénéficier de la sympathie des forces armées [22]. En 2008, le budget militaire augmentera encore de 19%.

Paraguay

Le Paraguay présente le budget militaire le plus faible de toute l'Amérique du Sud.

Ses dépenses militaires de 2007, 65 millions d'USD, sont inférieures à celles de 2000.

Il faut dire que ce petit pays enclavé n'a pas besoin d'effectuer de dépenses majeures pour protéger son territoire. Depuis quelques années, le pays entretient une coopération militaire avec les États-Unis, se traduisant entre autres par des missions humanitaires dans le nord-ouest du pays, zone frontalière avec la Bolivie qui soupçonne l'installation future d'une base américaine.

Pérou

Dans les années 1990, sous le président Alberto Fujimori (1990-2000), le Pérou a connu une décennie faste en ce qui concerne les acquisitions militaires. Les excès budgétaires ont obligé son successeur Alejandro Toledo (2001-2006) à réduire considérablement les dépenses pour faire face au déséquilibre budgétaire de son pays.

La réactivation du programme militaire n'a eu lieu qu'en fin de présidence Toledo et au début de celle d'Alan Garcia et bénéficierait d'une aide américaine.

Pour 2008, avec un budget militaire en hausse de 19%, le Pérou compte sur la vente de ses hydrocarbures pour moderniser ses forces armées.

---

[21] Dans *SIPRI Yearbook 2008*.

[22] Dans *SIPRI Yearbook 2008*.

Uruguay

En Uruguay, au retour à la démocratie au début des années 1980 après la dictature militaire de Juan Bordaberry, les investissements militaires ont fait place à la reconstruction économique et sociale du pays. Depuis 2000, le budget militaire et les dépenses associées restent stables et relativement modestes comparativement aux autres pays de la région.

Venezuela

Le budget militaire du Venezuela a augmenté de 78 % depuis 2003, pour atteindre 2,57 milliards d'USD en 2007.

Caracas justifie sa politique d'acquisition d'armement actuelle essentiellement au regard de deux facteurs de menace :

La protection de ses intérêts énergétiques face à une attaque éventuelle des États-Unis. Divers événements récents illustrent la stratégie de la tension en cours entre les présidents Chavez et Bush :

– démonstration de force en mai 2006 avec les plus importantes manœuvres navales depuis la crise des missiles cubains en 1962. Ces manœuvres, dirigées par les États-Unis au large du Venezuela, associaient également la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Et plus récemment, en juillet 2008, le retour de la IV^{e} Flotte US.

– le 17 mai 2008, un avion S3 de la Marine US a été surpris dans l'espace aérien vénézuélien, non loin de l'île de La Orchila, située dans la mer des Caraïbes, à 185 km au nord de Caracas.

Les relations tendues avec la Colombie sur le dossier des FARC.

Les transferts d'armes vers l'Amérique du Sud

S'appuyant sur une analyse des exportations mondiales, européennes et belges, cette section passe en revue les sources d'approvisionnement en matériel militaire et de sécurité des pays sud-américains.

La politique de rénovation et de modernisation des arsenaux entamé par de nombreux pays depuis quelques années a considérablement dynamisé le commerce d'armement dans cette région du monde. Soutenus par un contexte économique favorable, les principaux pays sud-américains ont poursuivi en 2008 leurs investissements et restent très convoités par les fournisseurs d'armes traditionnels que sont notamment les États-Unis, Israël et la Russie.

À ce propos, même si, médiatiquement, le retour de Moscou sur la scène sud-américaine et ses contrats d'armement passés avec

le Venezuela ont été largement commentés, ils ne peuvent occulter la place prédominante qu'occupent toujours les États-Unis dans l'approvisionnement de la plupart des nations sud-américaines.

D'autres fournisseurs maintiennent leur position ou apparaissent sur le marché, c'est le cas d'Israël et de la Chine. La présence chinoise au Venezuela est de plus en plus visible. Jamais les relations politiques et économiques entre les 2 pays n'ont été aussi bonnes qu'en 2008. Les transactions commerciales – incluant les aspects militaires – entre Pékin et Caracas ont augmenté de 50 % en 2007, atteignant 6 milliards d'USD.

Tableau 5 - Transferts d'armements des États-Unis, de la Russie, de la Chine et d'Israël vers le continent sud-américain entre 2004 et 2007 (en millions d'USD, aux prix et taux de change de 1990)

	Pays exportateurs															
	Etats-Unis				Russie				Chine				Israël			
	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007	2004	2005	2006	2007
Argentine	16	4	17	35												
Bolivie																
Brésil	57	52	5	13											15	15
Chili	13		237	83									13	8	11	3
Colombie		3	3	3				1						2		
Equateur		4											9	8		
Paraguay																
Pérou	47	25	22													
Uruguay							6				6					
Venezuela							450	860			14	27	9	9	9	

Sources : *SIPRI Yearbook 2008* et *The SIPRI Military Expenditure Database 2008*

Malgré les investissements importants du Brésil et, plus récemment du Venezuela, l'ensemble du continent sud-américain ne pèse pas lourd dans le commerce mondial de l'armement.

À la lecture du tableau ci-dessous, nous relevons également que durant la décennie 1997-2006, les 5 principaux importateurs sont le Brésil, le Chili, le Pérou, l'Argentine et la Colombie.

Le Venezuela ne figure pas dans le top 5 sud-américain, malgré les acquisitions militaires de ces dernières années. Au niveau mondial, il est également important de souligner que le Venezuela

n'est pas présent dans le top 50 des plus grands importateurs mondiaux.

Tableau 6 - Transferts des 9 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les 5 principaux destinataires sud-américains (total de la période 1997-2006, en millions d'USD, aux prix et taux de change de 1990) [23]

Exportateurs → / N° Importateurs	Etats-Unis	Russie	France	Allemagne	Royaume Uni	Pays Bas	Italie	Chine	Autres	Total
22 Brésil	493		687	300	401	1	133	81	457	2.553
23 Chili	348		301	94	348	899	44		470	2.504
31 Pérou	139	265	11	24		9	697		394	1.539
42 Argentine	712	1	96	310	1	23	14		15	1.172
46 Colombie	781	108	10	34			11		108	1.052

Sources : *SIPRI Yearbook 2008* et *The SIPRI Military Expenditure Database 2008*

Les exportations de l'Europe vers l'Amérique du Sud

Selon les 3 derniers rapports annuels du COARM disponibles (2006/2005/2004) établis en application du point 8 du dispositif du Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportations d'armes [24], les tableaux ci-dessous recensent, pays par pays, les exportations européennes vers les 10 principaux pays sud-américains en précisant la valeur en euros des licences octroyées [25].

[23] Lire le Rapport du GRIP, *Dépenses militaires et transferts d'armements conventionnels – Compendium 2008*, par Luc Mampaey, disponible sur : http://www.grip.org/pub/rapports/rg07-7_compendium2008.pdf

[24] Ces rapports sont disponibles sur le site du GRIP à l'adresse suivante : http://www.grip.org/research/com_be. html#rapgov

[25] La valeur des licences octroyées diffèrent souvent de la valeur des exportations réelles.

Vers l'Argentine (valeur des licences octroyées en euros)

	ARGENTINE		
	2006	**2005**	**2004**
Autriche	5.368.251	1.165.860	328.458
Belgique	420.808	115.143	152.712
Finlande			43.000
France	7.429.885	3.494.427	4.413.000
Allemagne	9.057.303	581.349	90.913
Italie	112.696	96.480	175.183
Pays Bas	69.946	87.675	100.000
Espagne	1.400	18.317	25.650
Royaume Uni	5.733.032	720.000	5.880.000
Total	**28.193.321**	**6.279.251**	**11.208.916**

Vers la Bolivie (valeur des licences octroyées en euros)

	BOLIVIE		
	2006	**2005**	**2004**
Autriche	496		4.288.112
France			
Allemagne	3.715	486	
Espagne	1.735.400		57.000
Royaume Uni			367.500
Total	**1.739.611**	**486**	**4.712.612**

Vers le Brésil (valeur des licences octroyées en euros)

	BRESIL		
	2006	2005	2004
Autriche	152.426	696.881	3.380.862
Belgique	6.024.468	4.025.653	5.308.749
Finlande		5.880	
Rép. Tchéque	45.000		
Danemark	4.826		
France	141.572.008	138.329.673	79.087.306
Allemagne	28.546.749	35.594.660	18.474.388
Grèce	402.948	378.196	
Italie	2.239.249	9.966.797	14.714.743
Pays Bas	134		430.000
Portugal		560	121.251
Pologne	287.335		
Espagne	233.200.624		
Suéde	446.138	503.000	1.331.880
Royaume Uni	3.343.509	4.320.000	10.657.500
Total	**416.265.414**	**193.821.300**	**133.506.679**

Vers le Chili (valeur des licences octroyées en euros)

	CHILI		
	2006	2005	2004
Autriche	212.185	217.717	130.904
Belgique	2.047.513	19.259.289	
Rép. Tchéque	3.000	4.000	258.140
Danemark	4.424		
Finlande	3.170	8.297	20.600
France	47.606.150	14.437.949	21.942.921
Allemagne	88.789.726	2.401.869	7.702.077
Italie	7.103.561	495.789	762.830
Pays Bas	98.460.190	546.000	520.000
Slovaquie	238.806		
Espagne	1.634.714	4.071.433	501.266
Suéde	1.490.751	4.036.000	368.128
Royaume Uni	884.232	3.600.000	60.270.000
Total	**248.480.428**	**49.080.348**	**92.478.870**

Vers la Colombie (valeur des licences octroyées en euros)

COLOMBIE			
	2006	2005	2004
Autriche	61.377	113.156	
Rép. Tchéque	435.000	1.629.000	455.485
France	4.808.623	942.262	1.118.489
Allemagne	3.425.217	1.970.263	2.999.153
Portugal			125.733
Italie	79.647		
Lituanie	22.949		
Slovaquie	626.866		
Espagne	11.426.250	3.421.774	11.475.070
Royaume Uni	1.649.260	5.040.000	735.000
Total	**22.535.189**	**13.116.455**	**16.908.930**

Vers l'Équateur (valeur des licences octroyées en euros)

EQUATEUR			
	2006	2005	2004
Autriche	8.870	64.924	26.899
Belgique			96.621
Rép. Tchéque	86.000		
Finlande			
France	16.198.003	13.036.315	15.961.231
Allemagne	6.127.012	218.943	1.084.304
Italie	12.500	36.958	1.350
Pays Bas			320
Espagne	262.221	48.506.956	4.958.474
Royaume Uni	15.842	360.000	367.500
Total	**22.710.448**	**62.224.096**	**22.496.699**

Vers le Paraguay (valeur des licences octroyées en euros)

PARAGUAY			
	2006	2005	2004
Autriche	18.093	29.496	105.810
Allemagne		103.600	89.725
Hongrie		203.200	
Pays Bas			2.000
Espagne		5.568.279	5.568.278
Royaume Uni		360.000	
Total	**18.093**	**6.264.575**	**5.765.813**

Vers le Pérou (valeur des licences octroyées en euro)

	PEROU		
	2006	**2005**	**2004**
Autriche	80.669	7.382	136.443
Belgique	118.349		101.092
Rép. Tchèque		38.000	
Suède			10.827
France	2.006.390	1.228.786	993.095
Allemagne	4.824.366	4.654.740	
Hongrie			9.920
Italie	27.826.605	23.721.978	
Lettonie	4.954		
Pays Bas	2.841		
Espagne	179.107	543.900	94.240
Pologne	426.675		
Royaume Uni	253.194	360.000	367.500
Total	**35.723.150**	**30.554.786**	**1.713.117**

Vers le Suriname (valeur des licences octroyées en euros)

	SURINAME		
	2006	**2005**	**2004**
Autriche			16.987
Pays Bas	3.000		4.212
Espagne		262.798	
Royaume Uni	10.474		
Total	**13.474**	**262.798**	**21.199**

Vers l'Uruguay (valeur des licences octroyées en euros)

	URUGUAY		
	2006	**2005**	**2004**
Autriche	128.566	49.598	147.363
Belgique		85.508	
Rép. Tchèque	129.000	120.000	
France	1.658.317		
Allemagne	96.780	1.050	
Irlande		3.675	9.332
Espagne			
Royaume Uni	191.843	1.080.000	367.500
Total	**2.204.506**	**1.339.831**	**524.195**

Vers le Venezuela (valeur des licences octroyées en euros)

	VENEZUELA		
	2006	2005	2004
Autriche	9.370	9.637.782	11.476.677
Belgique	11.480.035	6.592.060	17.036.312
Rép. Tchéque	1.313.000	5.000	
France	6.137.508	33.002.660	8.157.962
Allemagne	21.932.139	37.367.799	225.254
Hongrie			140.670
Italie	16.132.741	2.205.359	1.108.938
Pologne	6.241.543		3.537.132
Pays Bas	196.421.682	27.619.997	
Espagne	3.267.338		7.003.065
Suéde	3.329.707		
Royaume Uni	1.139.751	2.880.000	1.470.000
Total	**267.404.814**	**119.310.657**	**50.156.010**

Conclusions

Les exportations d'armes vers l'Amérique du Sud sont en hausse, c'est une évidence.

Mais si cette information est réelle et fondée au regard des données publiées dans cette note, elle doit cependant être relativisée :

– d'une part, eu égard aux PIB nationaux, les montants consacrés aux dépenses d'armement dans la plupart des pays sont dans la norme. Le pays consacrant le pourcentage le plus important de son PIB aux dépenses militaires n'est autre que l'allié le plus sûr des États-Unis dans la région, la Colombie (en 2006, 4 %). À titre de comparaison et pour la même année, le Venezuela a consacré 1,2 % de son PIB aux dépenses d'armement[26].

– d'autre part, cette augmentation répond à une tendance générale et non pas exclusive aux pays sud-américains.

[26] Dans *SIPRI Yearbook 2008*.

Pourtant ce réarmement de l'Amérique du Sud suscite une certaine inquiétude abondamment relayée et de manière souvent simplifiée dans la presse internationale. Les commentaires se focalisent surtout sur le Venezuela, sur la personnalité de son président et sur les relations commerciales fructueuses qu'il entretient avec la Russie.

La géopolitique régionale évolue dans cette région du monde, s'adaptant aux volontés et aux ambitions des principaux dirigeants actuellement en fonction. Depuis 10 ans, le virage politique à gauche opéré par le Brésil, le Venezuela, l'Équateur, la Bolivie et dans une certaine mesure, le Chili et l'Argentine a rendu le continent sud-américain plus soucieux que jamais de s'affranchir de la tutelle des États-Unis. Ce qui ne manque pas de perturber l'agenda politique de l'administration américaine.

Bref, le sous-continent s'émancipe, élargit, voire modifie ses alliances. Il affirme sa souveraineté et les richesses naturelles de son sous-sol lui permettent désormais d'avoir les moyens de ses ambitions, notamment celles de s'équiper en moyen de défense.

Certains qualifient ce processus de course aux armements, d'autres de politique de rénovation d'un arsenal militaire vieillissant.

Certains attribuent aux gouvernements de gauche actuellement en place des intentions belliqueuses, d'autres, une volonté de protéger leurs intérêts…

Au-delà de la guerre des mots, cet article sur l'exportation d'armes vers l'Amérique du Sud, en s'intéressant aux chiffres, a tenté d'apporter un éclairage et une réponse nuancés aux multiples interrogations que suscite cette politique d'acquisition. Avec des dépenses militaires évaluées à 32 milliards d'USD pour 2007, il convient de rappeler que le sous-continent demeure une région relativement épargnée par le consumérisme militaire, même si les tensions sous-régionales actuelles ou le bras de fer engagé avec les États-Unis doivent appeler la communauté internationale à la plus grande vigilance.